



Rouen

PUBLIE LE 15 DEC. 2025

**ACTION EN JUSTICE
AFFAIRE M. JACQUES D. C/ VILLE DE ROUEN
ESTER EN JUSTICE
AUTORISATION
Réf. 2025 / 82**

NOUS, MAIRE DE ROUEN,

VU :

- Le Code Général des Collectivités Territoriales, et notamment ses articles L.2122-22 (16°) et L.2122-23,
- La délibération du Conseil Municipal en date du 3 juillet 2020, portant délégation du Conseil Municipal au Maire,
- Le budget de l'exercice en cours.

CONSIDERANT :

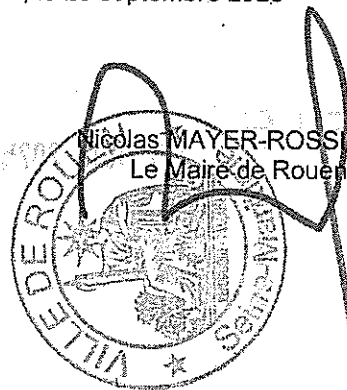
- Que le 1^{er} août 2024, un arrêté portant refus d'autorisation préalable de mise en location a été délivré pour le logement situé au 63 rue Saint-Hilaire à Rouen appartenant à M. Jacques D.,
- Que le 26 septembre 2024, M. Jacques D. a formé un recours gracieux contre cet arrêté de refus,
- Que le 27 novembre 2024, son recours gracieux a été rejeté de manière implicite,
- Que, par une requête enregistrée par le Tribunal administratif de Rouen le 9 décembre 2024 sous le numéro 2405017, M. Jacques D. a demandé l'annulation de l'arrêté de refus et de la décision implicite de rejet de son recours gracieux,
- Qu'il convient d'assurer la défense des intérêts de la Ville dans cette affaire,

DECIDONS CE QUI SUIIT :

Article 1^{er}. - Est autorisée la défense des intérêts de la Ville dans cette affaire.

Article 2.- M. le Directeur Général des Services de la Mairie est chargé d'assurer l'exécution de la présente décision qui sera insérée au registre des délibérations.

FAIT A ROUEN, en L'HOTEL DE VILLE, le 23 septembre 2025



La présente décision pourra faire l'objet un recours pour excès de pouvoir, lequel interviendra dans un délai de deux mois à compter de sa notification (article R.421-1 du Code de la Justice Administrative) auprès du Tribunal Administratif de Rouen (53 Avenue Gustave Flaubert, 76000 ROUEN – Téléphone : 02.35.58.35.00 ; télécopie : 02.35.58.35.03 – courriel : greffe.ta-rouen@juradm.fr).

De même, en cas de recours ne nécessitant pas la présence d'un avocat, vous pourrez saisir le tribunal susmentionné par le site « Télérecours Citoyens » à l'adresse suivante : www.telerecours.fr, et ce en application de l'article R421-1 du CJA.